

*Questions orales*

couper des dépenses gouvernementales de beaucoup plus que 250 millions de dollars en réduisant les chevauchements.

\* \* \*

[Traduction]

### LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

**M. Stephen Harper (Calgary-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du programme d'infrastructure.

Au début de ce mois, le gouvernement a annoncé le premier projet du programme, soit la construction d'un centre des congrès dans la ville de Québec. Depuis, de nombreux Canadiens se sont demandé comment le projet a été approuvé avant même que le gouvernement n'annonce les critères d'admissibilité.

Je voudrais que le ministre explique à la Chambre en vertu de quels critères et selon quelles modalités le projet de la ville de Québec a été approuvé.

**L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure):** Monsieur le Président, le gouvernement du Québec avait entamé depuis un certain temps déjà des négociations avec le gouvernement fédéral précédent au sujet du projet de centre des congrès à Québec. En raison du changement de direction au sein du gouvernement québécois, les autorités provinciales étaient impatientes de voir aboutir le projet. Comme les premiers ministres étaient ici le 21 décembre et qu'ils sont arrivés à une entente au sujet du programme, ils ont accepté à l'unanimité de participer au programme d'infrastructure.

Nous avons alors fait savoir au gouvernement du Québec que le projet irait de l'avant à condition, et j'insiste ici sur l'aspect conditionnel, qu'une entente soit officiellement signée.

Une fois l'entente officielle ratifiée, le projet devra se conformer à tous les critères établis. Toutefois, nous avons déjà officiellement traité la demande par l'intermédiaire de l'agence fédérale de développement économique à Québec. Cet excellent projet permettra de créer quelque mille emplois dans le secteur de la construction, puis plus de 400 emplois à long terme par la suite. Le projet contribuera à mettre rapidement au travail des gens de la ville de Québec, de la province de Québec et des Canadiens en général.

**M. Stephen Harper (Calgary-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.

Je remercie le ministre pour ces précisions. De toute évidence, on a annoncé une mesure politique avant que la Chambre ne soit consultée et avant que les critères ne soient rendus publics. Cela donne l'impression qu'il s'agit d'un autre cas d'assiette au beurre. Qu'entend faire le ministre pour s'assurer que ce genre de situation ne se reproduise plus, et quelle mesure a-t-il prise pour remédier à l'annonce inopportune du projet?

• (1445)

**L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure):** Monsieur le Président, le programme sera ouvert, transparent. Tous les députés de la Chambre ont été informés des critères d'examen des projets. Bien qu'il s'agisse d'un programme créé par le gouvernement fédéral, les projets n'émanent pas de lui mais plutôt des autorités municipales et ils sont conçus pour répondre aux priorités des gouvernements locaux et provinciaux.

Dans le cas du projet qui nous intéresse, nous avons effectivement fait en sorte de répondre aux priorités et besoins de la province de Québec et de la ville de Québec, et cela avec l'appui complet du maire de la ville de Québec, des députés du caucus du Québec et du gouvernement québécois. Voilà, à mon avis, un exemple qui illustre bien la possibilité de concertation de tous les gouvernements. Nous entendons procéder de la sorte pour assurer le succès du programme, c'est-à-dire faire preuve d'ouverture et de transparence afin de prévenir le genre de craintes dont vous faites état.

\* \* \*

[Français]

### LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**M. Richard Bélisle (La Prairie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Est-ce que le ministre responsable du Conseil du Trésor entend répondre à la demande du vérificateur général qui dénonce, année après année, des cas de pertes fiscales liées aux abris fiscaux, et donner définitivement le mandat au vérificateur général d'évaluer ce que coûtent l'ensemble des abris fiscaux au Trésor fédéral?

[Traduction]

**L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure):** Monsieur le Président, comme mon collègue le ministre des Finances l'a indiqué antérieurement je crois, le gouvernement est essentiellement d'accord avec la plupart des observations formulées dans le rapport du vérificateur général. En fait, même si ces observations se rapportent à des événements survenus avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, ce dernier doit néanmoins voir à ce que l'on réagisse quant aux préoccupations exprimées.

En effet, nous l'avons déjà fait dans une très large mesure en démocratisant le processus de préparation du budget, comme mon collègue l'a mentionné plus tôt, en rationalisant les décisions du Cabinet et en créant les divers programmes présentés par le premier ministre, lesquels visent à réduire les coûts de fonctionnement des divers ministères, la valeur des avantages dont jouissaient les politiciens et bien d'autres choses encore. Nous avons déjà réagi à l'égard de certaines préoccupations exprimées dans le rapport du vérificateur général.